

13 mai

25 mai

3 juin

1 0

J U I N

2 0 0 3

Privé - Public, poursuivons et amplifions la mobilisation pour l'avenir des retraites



DÉCLARATION DE LA CGT, CGT-FO, UNSA, FSU

Les organisations syndicales CGT, CGT-FO, UNSA et FSU se félicitent de l'ampleur des grèves et manifestations de ce mardi 3 juin. Elles traduisent l'extension du mouvement privé-public à laquelle appelaient les quatre organisations le 28 mai dernier, insistant sur une mobilisation générale indispensable. Transports, enseignement, administrations, banques, hôpitaux, services publics, commerces, entreprises industrielles ont été marqués par d'importants arrêts de travail et par des grèves. Dans de nombreux secteurs, les assemblées de salariés décident de reconduire le mouvement. C'est une réplique cinglante au gouvernement qui cherche à faire passer en force sa réforme des retraites.

Les millions de salariés qui sont déjà dans l'action expriment leur rejet d'une réforme des retraites injuste qui affecte gravement les salariés du privé, les fonctionnaires, les agents des entreprises publiques. Ils refusent le marché de dupes que veut imposer le gouvernement : « Travailler plus pour une retraite moindre ». Ils rejettent la logique de passage en force et la politisation du dossier dans lesquelles le gouvernement s'est installé.

Le gouvernement a dû concéder quelques ouvertures sur l'éducation nationale. Même si elles demandent à être confirmées et concrétisées, elles sont un encouragement pour les salariés qui se battent sur les revendications en matière de retraite.

Les organisations syndicales CGT, CGT-FO, UNSA et FSU exigent du gouvernement :

- la définition d'un nouveau calendrier et la reprise de réelles négociations avec tous les syndicats sur l'ensemble du dossier retraite,
- des mesures de financement permettant d'accroître les ressources des régimes,
- un véritable débat démocratique gage de la légitimité d'un nouveau projet de réforme permettant de garantir l'avenir de notre système de retraite.

Les organisations syndicales invitent leurs militants et les salariés à poursuivre l'action dans le cadre du processus de généralisation du mouvement. De nombreuses initiatives sont d'ores et déjà prises pour les 4, 5 et 6 juin. Grèves et manifestations doivent se développer tout au long de la semaine afin d'exprimer les exigences sociales à la fois en direction des pouvoirs publics et des élus.

Elles appellent à faire du MARDI 10 JUIN, jour prévu pour le début du débat à l'Assemblée Nationale, un nouveau rendez-vous majeur de grèves et de manifestations où les salariés du secteur public comme des entreprises privées se retrouveront tous ensemble.

Montreuil, le 3 juin 2003

A l'appel des organisations régionales
CGT—FO—UNSA—FSU—G10

1 0 J U I N

Décidons de nos arrêts de travail

MANIFESTONS UNIS

14 heures de Bastille vers l'Assemblée Nationale

NEGOCIER UN NOUVEAU CONTENU DE LA REFORME, INCLUANT LE FINANCEMENT

✂ Le gouvernement repousse le traitement de la question du financement à 2008. Ce qu'il prévoit comme financement nouveau ne représente que 1% du financement global à l'horizon 2020.

✂ Il reconnaît que sa réforme n'est pas équilibrée financièrement.

✂ Pour 5% de taux de chômage, il y a besoin de 9,8 milliards d'€uros (64 milliards de francs) (3% de cotisations en moins).

✂ Aujourd'hui, le taux de chômage est à 9%, ce qui représente un besoin de financement de 13 milliards d'€uros (85 milliards de francs).

MARCHE DE DUPES

✂ Le gouvernement dit pouvoir passer de 9% à 5% de chômage par... les exonérations patronales, et ainsi reverser une partie de l'argent du chômage à la retraite. Nous savons tous, pour l'avoir vécu ces dernières années, que les exonérations n'ont pas permis la création d'emplois stables, donc la diminution du chômage.

✂ Le gouvernement insiste lourdement sur la nécessité de la réforme avant l'apparition du déficit, mais il repousse la question de la réforme du financement à 2008,... c'est à dire précisément au moment de l'apparition des déficits.

Pour la CGT, il est impératif d'engager tout de suite la réforme des financements.

Elle devrait être fondée à la fois sur une augmentation des cotisations patronales (bloquées au même niveau depuis 25 ans) et une réforme de son assiette. La part des salaires dans la richesse nationale a baissé de 10 points en 20 ans !

La CGT propose que la base de calcul des cotisations patronales qui reposent actuellement sur les seuls salaires, soit élargie à l'ensemble des richesses que les salariés ont contribué à créer, c'est-à-dire la valeur ajoutée.

Par ailleurs, il faudrait négocier une hausse de la contribution des employeurs intégrant de nouvelles modalités pour éviter de peser sur les industries créatrices d'emplois.

Nous proposons également que l'ensemble de la rémunération des salariés donne lieu à cotisations (c'est-à-dire les primes des fonctionnaires, et l'épargne salariale dans le privé), ainsi que l'institution d'une contribution sociale des entreprises assise sur leurs revenus financiers (placements en bourse en particulier).

Pour :

- ✂ Retraite à 60 ans pour tous.
- ✂ 75% du salaire au minimum.
- ✂ 100% du SMIC pour les plus bas salaires.
- ✂ Prise en compte des années de formation pour le calcul de la retraite.
- ✂ Prise en compte de la pénibilité du travail pour départ anticipé à taux plein.

**Pour défendre mes droits,
Pour me faire entendre, je me syndique à la CGT**

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Lieu et entreprise :
Tél : Portable :
Fax : E-mail :

10 juin 2003